

DELIBERATION N° 2018-114

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 18 DECEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le Décret du n° 2006-781 du 3 juillet 2006, et notamment son article 7,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ,
Vice-président du Conseil d'administration de l'UNS,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration,

Considérant que lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération du Conseil d'administration de l'établissement peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés interministériels prévus aux alinéas précédents, qui ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

DECIDE de renouveler l'application d'un taux de remboursement des repas des personnels de l'UNS en mission ayant accès à un restaurant administratif sur place ou à proximité immédiate de 50% du taux réglementaire, soit 7,63€.

Cette délibération prend effet le 1^{er} octobre 2018, jusqu'au 30 septembre 2020.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.


Membres en exercice : 36
Quorum : 18
Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le **18 DEC. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-114

TRANSMISE AU RECTEUR :

21 DEC. 2018

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-I du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.